

Newsletter

Décembre 2024

Élections américaines : nous devons nous préparer à agir seuls sur des questions stratégiques essentielles



Donald Trump a remporté les élections américaines et deviendra président pour la seconde fois. Le vote est sans ambiguïté et doit être respecté. Mais que faire maintenant?

L'UE et les États-Unis restent des partenaires géopolitiques et commerciaux majeurs, nos relations étant fondées sur le principe de réciprocité.

Il n'y a pas de place pour l'isolationnisme ou le protectionnisme dans le monde interconnecté d'aujourd'hui, car de telles approches nuisent à notre coopération mutuelle et au niveau mondial, ainsi qu'à notre prospérité économique.

L'UE et les États-Unis sont l'un pour l'autre le principal partenaire commercial. Le commerce bilatéral entre l'Union et les États-Unis a atteint un

niveau historique de plus de 1 600 milliards d'EUR en 2023, tandis que les stocks d'investissements bilatéraux s'élèvent à 5 000 milliards d'EUR. Les États-Unis constituent une source majeure d'investissements directs étrangers (IDE) dans l'UE, les IDE américains en Europe étant estimés à environ 3 600 milliards d'USD, tandis que les investissements de l'UE aux États-Unis s'élèvent à environ 3 000 milliards d'USD. Cet investissement mutuel renforce l'interdépendance économique et crée des millions d'emplois de part et d'autre de l'Atlantique.

Pour cette raison, il est important de continuer à travailler sur nos relations. L'imposition de droits de douane sur les marchandises européennes, déjà suggérée précédemment par Donald Trump, qui souhaite imposer des droits à hauteur de 10 % à 20 % sur les importations en provenance de tous les pays, y compris de l'UE, mènera à une impasse. C'est pourquoi nous appelons à un dialogue plus ouvert et à un agenda de coopération tourné vers l'avenir.

Le Conseil du commerce et des technologies UE-États-Unis (CCT) a facilité le dialogue sur des questions cruciales telles que l'intelligence artificielle et les semi-conducteurs. Si, d'une part, le dialogue doit être renforcé et étoffé, d'autre part, l'UE doit accélérer ses réformes stratégiques, agir de concert et chercher le meilleur moyen de trouver des pistes de coopération avec les États-Unis.

Nous devons également anticiper le scénario où, sur des questions importantes telles que le changement climatique et l'Ukraine, nous devons agir seuls. Il s'agit d'un scénario très réel et, en tant que tel, nous devrions commencer à nous y préparer comme à une nouvelle réalité de fait.

La victoire de Donald Trump aura également des implications en matière de sécurité. Les charges découlant d'une politique de sécurité commune qui nous protégera des menaces des puissances totalitaires doivent être équitablement réparties.

Les membres de l'OTAN, en particulier au sein de l'UE, ont le devoir d'augmenter de manière significative et permanente leurs budgets consacrés à la sécurité et à la défense. Cela nécessitera des efforts et des sacrifices considérables, mais qui sont indispensables si nous voulons préserver la liberté, la démocratie et les droits de l'homme. Le Comité économique et social européen a exprimé cette position de manière claire et de longue date. Garantir ce partage plus équitable des charges devrait également avoir une incidence positive sur les négociations à venir concernant notre future coopération économique.

Le renforcement des relations économiques transatlantiques peut et doit être conçu de manière à permettre un partenariat gagnant-gagnant pour l'UE, les États-Unis et le Canada. La puissance économique constitue toujours le fondement de la puissance politique. Nous devons nous parler au lieu de parler les uns sur les autres, et nous soutenir mutuellement au lieu de nous entraver les uns les autres.



À propos de l'auteur:

Stefano Mallia

Président du groupe des employeurs du CESE



À propos de l'auteur:

Peter Clever

Président du comité de suivi des relations transatlantiques du CESE

Priorités de la présidence polonaise du Conseil de l'UE

La Pologne assurera la présidence du Conseil de l'Union européenne à compter du 1er janvier 2025. Elle s'attachera à renforcer le rôle de l'UE sur la scène internationale et à améliorer la qualité de vie de ses citoyens.

Les principales priorités de la présidence polonaise s'articulent autour de la sécurité et se répartissent en six piliers :

1. la **sécurité militaire**: développer l'industrie de la défense de l'Union;
 2. la **sécurité énergétique**: mettre fin à la dépendance à l'égard des sources d'énergie extérieures et veiller à ce que l'Union mène une politique climatique équitable;
 3. la **sécurité économique**: mettre l'accent sur la capacité du marché unique de l'UE à concurrencer les pays tiers, ainsi que sur l'avenir de la politique de cohésion et le nouveau cadre financier pluriannuel;
 4. la **sécurité alimentaire** dans le contexte du pacte vert pour l'Europe et au regard de l'avenir de la politique agricole;
 5. la **sécurité sanitaire**: garantir l'indépendance du secteur pharmaceutique européen, promouvoir la santé mentale des jeunes et renforcer les soins de santé préventifs;
 6. la **sécurité de l'information**: affermir la cybersécurité et la lutte contre la désinformation.
- Il est prévu d'y ajouter un septième pilier, lequel sera consacré à la sécurité civile et concernera la capacité de réaction lors de crises imprévues.



Outre le thème de la sécurité, les nouvelles priorités abordent un large éventail de domaines clés:

Le développement durable et la transformation écologique

Le développement durable figure toujours parmi les grandes priorités de la présidence polonaise. Il implique de renforcer la coopération de sorte à réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'investir dans les sources d'énergie renouvelables et d'œuvrer à l'intégration des politiques écologiques et économiques.

La sécurité et la stabilité en Europe

La Pologne s'emploiera activement à renforcer la politique de défense commune de l'Union européenne, en travaillant principalement à la coopération dans le domaine de la cybersécurité et au renforcement des capacités de défense des États membres. Compteront également parmi les priorités de la présidence la réponse aux crises, notamment à la frontière orientale de l'Union, et le maintien de l'aide apportée aux pays voisins, tels que l'Ukraine, de manière à soutenir leurs efforts sur la voie de l'intégration à l'Europe.

La cohésion sociale et économique

La Pologne favorisera la politique de cohésion, laquelle vise à réduire les inégalités sociales et économiques en Europe. Les régions moins développées bénéficieront d'une attention particulière et d'un soutien à l'innovation, à l'éducation et à l'accès aux technologies modernes. La politique agricole commune et la politique régionale feront partie des pierres angulaires de cette stratégie.

L'accroissement du rôle de l'Union européenne dans la gouvernance mondiale

La Pologne s'efforcera également de renforcer le rôle de l'UE dans le monde, en particulier dans le contexte des tensions géopolitiques croissantes. Au cours de sa présidence, elle s'attachera à promouvoir,

dans les relations avec les pays tiers, les valeurs européennes comme la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit. La Pologne veillera aussi à renforcer la coopération entre l'Union et les États-Unis et à encourager l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, ainsi qu'à approfondir les synergies avec les pays d'Europe de l'Est.

Le renforcement du rôle des jeunes et de la société civile

Prenant en compte l'importance des jeunes, la Pologne promouvra des initiatives visant à accroître leur participation aux processus décisionnels au niveau de l'Union ainsi que le développement de la politique de la jeunesse de l'UE. Elle aura également à cœur de soutenir les organisations de la société civile et de favoriser la démocratie participative pour permettre aux citoyens de contribuer davantage encore aux processus politiques et économiques.

La réforme des institutions de l'Union et le renforcement de la confiance du public

Parmi les priorités de la présidence polonaise figureront en outre le développement durable des institutions de l'UE et l'amélioration de leur transparence et de leur efficacité. La Pologne s'attachera à consolider la confiance des citoyens de l'Union à l'égard des institutions européennes, de sorte à encourager le dialogue public et la transparence dans la prise de décision.



À propos de l'auteur:

Lech Pilawski

Membre du Bureau du groupe des employeurs du CESE

Plaidoyer en faveur du renforcement du marché européen de la titrisation

La titrisation est un outil financier éprouvé et il est urgent que l'Europe la développe davantage. Cette opération permet aux banques de regrouper des créances et de les transformer en titres, et ainsi de transférer le risque à des investisseurs et de libérer des capitaux. Elles peuvent alors consentir davantage de prêts aux entreprises et aux ménages de l'Union européenne.

Face aux investissements massifs qui s'imposent pour assurer la relance économique et la transition écologique, la titrisation revêt une importance capitale en vue de soutenir la croissance, d'autant que les finances publiques sont restreintes.

Le marché européen de la titrisation reste pourtant insuffisamment développé par rapport à celui des États-Unis. En 2022, dans l'Union, le montant total des émissions d'actifs titrisés ne s'élevait qu'à 135 milliards d'euros, contre 2 500 milliards de dollars aux États-Unis. La force du marché américain réside dans la titrisation à grande échelle des prêts hypothécaires, soutenue par des entités telles que Fannie Mae et Freddie Mac, ce qui assure une liquidité considérable et une large participation des investisseurs. Cette différence marquée entre les deux marchés montre à quel point l'Europe laisse passer l'occasion de mobiliser davantage de crédits grâce à la titrisation.

Les rapports Letta et Draghi soulignent l'importance de disposer d'un marché de la titrisation solide pour stimuler la compétitivité de l'Union et répondre aux besoins de financement sur son territoire, notamment en faveur des PME et des projets durables. Ces rapports font valoir que la titrisation peut jouer un rôle essentiel en faveur de la croissance économique dans un contexte où les financements publics sont limités. C'est dans cette optique que la Commission européenne a lancé une consultation visant à améliorer le cadre réglementaire relatif à la titrisation, manifestant ainsi sa volonté de libérer tout le potentiel que recèle cet outil. Le CESE, par la voie de l'avis d'initiative que j'ai cosigné avec Philip von Brockdorff, participe activement au dialogue sur la question.

La titrisation souffre encore d'une image négative à la suite de la crise financière de 2008, lorsque certaines pratiques à risque employées sur le marché hypothécaire américain avaient provoqué une instabilité de grande ampleur. Il est pourtant essentiel de faire la distinction avec l'expérience de l'Europe, où la situation est nettement plus stable. Même en pleine crise, le marché de la titrisation de l'Union a mieux résisté, et ce grâce à des réglementations plus strictes et à des pratiques plus prudentes en matière de prêts. Les réformes menées au lendemain de la crise ont encore accru la transparence et amélioré la gestion des risques, garantissant ainsi que la titrisation fonctionne de manière sûre et efficace au sein de l'Union.

Principaux avantages offerts par une expansion de la titrisation

1. **Libérer des capitaux et soutenir la croissance:** la titrisation offre aux banques un moyen inégalé de se délester de leurs créances, de libérer des capitaux et d'accorder davantage de crédits aux entreprises et aux ménages. Il s'agit là d'un aspect essentiel en Europe, où l'activité économique est fortement

tributaire des prêts bancaires.

2. **Garantir la stabilité par la réglementation:** le cadre européen en matière de titrisation a démontré sa résilience. Les réformes ont accru la transparence et le contrôle des risques, et ainsi permis d'assurer une surveillance rigoureuse. Il importe de faire preuve d'une vigilance continue sur le plan réglementaire, afin de préserver cette stabilité et d'éviter que les problèmes observés sur le marché américain avant la crise ne se reproduisent.
3. **Veiller à l'harmonisation transfrontière:** le morcellement du marché européen de la titrisation entraîne une perte d'efficacité et réduit les liquidités. Harmoniser la législation, notamment en matière d'insolvabilité et de fiscalité, contribuerait à stimuler les opérations transfrontières, renforçant ainsi l'intégration du marché et son attrait auprès des investisseurs.
4. **Favoriser la titrisation écologique:** l'instauration d'un cadre spécifique pour la titrisation des actifs verts permettrait d'orienter d'importants capitaux privés vers les énergies renouvelables, les infrastructures durables et les projets respectueux de l'environnement, et ainsi de soutenir les objectifs de l'Union en matière de climat, tout en attirant des investisseurs attachés au développement durable.

La titrisation, si elle est dûment réglementée, peut jouer un rôle de catalyseur pour la croissance économique et la résilience en Europe. Elle offre le seul outil capable de libérer efficacement les capitaux bancaires, ce qui permet de dynamiser les prêts dans un contexte de finances publiques limitées. En levant les obstacles d'ordre réglementaire et structurel, l'Union sera mieux à même de mobiliser les investissements privés, de soutenir la croissance économique et de financer des projets cruciaux en matière de développement durable.

Le CESE, par son engagement actif, est déterminé à peser sur cet important débat concernant la titrisation, et c'est avec fierté que je plaide en faveur d'un marché de la titrisation qui soit plus fort et plus efficace, et réponde aux besoins économiques et sociaux de l'Europe.



À propos de l'auteur:

Antonio García del Riego

Co-rapporteur de l'avis "ECO/644—Révision du cadre juridique relatif à la titrisation dans l'UE"

Membre du groupe des employeurs du CESE

Politiques industrielles sectorielles: la double transition

Bien que nous ne soyons qu'au début de la double transition technologique et environnementale, nous sommes déjà préoccupés par la question des jeunes talents nécessaires pour la mener à bien. Sur la base des données dont nous disposons en Europe, les jeunes bien préparés seront peu nombreux. En moyenne, dans l'ensemble de l'Union, 26,6% seulement des étudiants universitaires, soit un sur quatre, sont inscrits dans des filières «STIM», c'est-à-dire scientifiques, technologiques, d'ingénierie et de mathématiques.

Les L'étude de Deloitte sur le sujet, qui en est déjà à sa troisième édition, met en garde contre le manque de compétences dans l'Union. L'Allemagne est en tête du classement avec 35,8 %; viennent ensuite la Finlande (34,7 %), la Grèce (33,5 %), l'Estonie (31,1 %), la Roumanie (30,9 %), le Portugal (29,2 %), la France (25,7 %), et l'Italie, qui se classe avant-dernière avec 24,9 %. La lanterne rouge est l'Espagne avec 24,5 %.

L'Union est à la traîne pour de nombreuses technologies et dépend de l'apport étranger de connaissances, de composants technologiques, de matières premières et de principes actifs.

Il convient également de renforcer la résilience des ressources économiques et stratégiques de l'Union en protégeant les droits de propriété intellectuelle et les infrastructures critiques, pour éviter que ces éléments ne soient contrôlés de l'extérieur et afin que l'UE garde la maîtrise de chaînes d'approvisionnement stables et sûres, en mesure de garantir une diplomatie technologique, climatique et environnementale efficace.

Notre engagement prioritaire doit dès lors porter sur la valorisation et la qualification des ressources humaines et scientifiques nécessaires, dans le cadre de prévisions stratégiques et d'une vision consolidée des besoins sectoriels, compte tenu également d'une inversion de la pyramide démographique.

Tout en résolvant ces problèmes, il est indispensable de mener un exercice de prospective continu, qui fasse le point sur l'analyse des perspectives sectorielles de la politique industrielle, afin de reconquérir des positions compétitives au niveau mondial. Les résultats de ces analyses requièrent des actions ciblées visant à soutenir différents domaines d'action, tels que la chimie, la santé, les biotechnologies, les produits pharmaceutiques, la métallurgie, la cybersécurité, l'industrie agroalimentaire, les services, ainsi que le capital financier et humain.

Il est par ailleurs nécessaire de promouvoir, par des interventions constantes, le développement d'un véritable marché unique européen, afin de garantir une plus grande autonomie par rapport aux dépendances extérieures.

Un plan d'action industriel doit permettre de repenser nos stratégies industrielles sectorielles pour faire face aux transitions et aux défis auxquels nous sommes confrontés. Pour nos industries, les impératifs essentiels sont les suivants:

- sécuriser l'accès aux matières premières critiques;
- gérer les entreprises de manière économe en ressources carbonées et hydriques pour répondre au nexus énergie/eau/matières premières critiques;
- intégrer les progrès liés à la numérisation;



- accéder aux ressources financières;
- disposer d'une main-d'œuvre qualifiée, de programmes de formation continue et de recyclage, en portant une attention toute particulière aux PME, notamment grâce à l'introduction d'une feuille de route humaine et sociale.

Dans le secteur de la chimie, l'Union doit maintenir un juste équilibre entre ses objectifs ambitieux qui, tout en respectant l'environnement, tiennent compte des exigences de compétitivité, de manière à ce que la législation sur les produits chimiques soit efficace et favorise l'innovation, grâce à une approche fondée sur les risques plutôt que sur les interdictions, en garantissant et en promouvant le déploiement complet du recyclage des produits chimiques.

S'agissant des secteurs nouveaux et passionnants de la chimie, les produits liés à la santé et les découvertes en matière de biotechnologie et de biofabrication jouent un rôle crucial dans l'industrie chimique et offrent de nombreuses possibilités.

Quant à l'industrie métallurgique, un nouveau déclin serait inacceptable car il risque de miner gravement l'autonomie stratégique de l'UE et l'ensemble des filières industrielles qui en dépendent (industries ferroviaire, nucléaire, maritime, spatiale, automobile, etc.) et par conséquent l'avenir industriel de l'Union.

Le secteur des technologies de l'information et des communications requiert de porter une attention accrue à la cybersécurité, en raison de risques croissants et de menaces complexes, et de remédier à la fragmentation actuelle afin de promouvoir une coopération renforcée entre les États membres en vue de dégager les bonnes pratiques et de développer la coordination et l'échange d'informations, procéder à une évaluation continue des risques pour les infrastructures et réseaux de communication européens, et mettre en œuvre des programmes d'assistance technique préventive, accessibles à toutes les entreprises, en particulier les PME.



À propos de l'auteur:

Antonello Pezzini

Co-rapporteur de l'avis "[CCMI/233—Les politiques industrielles sectorielles au service d'une autonomie stratégique renforcée](#)"

Délégué du CCMI

Le coût de la non-appartenance à l'espace Schengen pour le marché unique de l'Union

La Roumanie et la Bulgarie pourraient enfin obtenir le feu vert pour devenir membres à part entière de la zone de libre circulation de l'UE. Lors d'une réunion qui s'est tenue le 22 novembre à Budapest, les ministres de l'intérieur de la Hongrie, de l'Autriche, de la Bulgarie et de la Roumanie sont convenus de "prendre les mesures nécessaires" pour fixer une date pour la levée des contrôles aux frontières terrestres avec la Roumanie et la Bulgarie, à condition que des efforts conjoints soient déployés pour endiguer l'arrivée de migrants en situation irrégulière par la route des Balkans occidentaux.

L'accord de Schengen est essentiel à la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux au sein de l'Union européenne, et il constitue un facteur clé de la réussite économique de cette dernière. Les restrictions ont une incidence négative sur la compétitivité et la croissance économique de l'UE, ce qui entrave la pleine réalisation de l'économie sociale de marché, telle que prévue par les traités.

Au fil des années, un certain nombre d'États membres ont recouru à la possibilité de réintroduire temporairement des contrôles aux frontières. Cependant, l'impact économique et social de ces décisions sur le marché unique n'a fait l'objet d'aucune évaluation. La Commission européenne produit des évaluations sur les obstacles physiques au commerce, mais elles ne couvrent que les blocages aux frontières, les manifestations ou les attaques contre des camions. Les effets des contrôles aux frontières terrestres, y compris ceux qui sont rétablis à titre temporaire par des États membres de l'espace Schengen, ne sont pas pris en considération.

En 2023, le Conseil a approuvé la levée des contrôles aux frontières intérieures aériennes et maritimes avec la Bulgarie et la Roumanie, avec effet à compter du 31 mars 2024. Les contrôles aux frontières terrestres intérieures ont pourtant été maintenus, sans qu'une date ait été fixée pour leur suppression, ce qui entraîne des coûts importants et empêche les entreprises de tirer pleinement parti du marché unique.

En prenant des mesures dynamiques en vue de l'intégration pleine et entière de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'espace Schengen, l'Union peut renforcer sa cohésion interne, accroître sa compétitivité, et garantir le respect des principes fondamentaux de la libre circulation et de la solidarité qui sous-tendent le projet européen.

Selon le Parlement européen, le fait de ne pas être membre de l'espace Schengen pourrait avoir une incidence sur les attentes des marchés au regard du statut des pays concernés au sein de l'UE. Il s'agit d'un signal politique qui pourrait avoir une incidence sur les rendements des obligations d'État, le prix des actifs financiers et les taux d'intérêt auxquels sont soumis les entreprises et les ménages, et qui risque de nuire à l'économie réelle.

Les deux pays sont exposés chaque année à des milliards d'euros de dépenses supplémentaires, imputables notamment aux coûts de logistique accrus, aux retards dans les livraisons de biens et d'équipements, et aux surcoûts liés au carburant et aux conducteurs. Inévitablement, ces coûts directs sont reportés sur les



consommateurs, sous la forme de prix plus élevés, et ont une incidence sur la santé physique et mentale des travailleurs.

Une telle situation entrave le tourisme ainsi que la libre circulation de la main-d'œuvre, limitant les possibilités pour les travailleurs bulgares et roumains de chercher un emploi dans les pays voisins appartenant à l'UE. Cette limitation touche les secteurs de la construction, de l'agriculture et des services, qui dépendent fortement des travailleurs saisonniers et temporaires.

Dans son rapport sur l'avenir du marché unique, Enrico Letta invite les institutions européennes à s'opposer fermement à toute tentative de limitation de la liberté de circulation entre les États membres, y compris les restrictions techniques portant sur les itinéraires et le transport routier, ainsi qu'à toute suspension de l'accord de Schengen.

Il est grand temps que le Conseil fixe une date pour la levée des contrôles aux frontières terrestres entre la Bulgarie, la Roumanie et les autres États membres de l'espace Schengen. Une décision finale concernant la finalisation de cette question est attendue lors de la réunion du Conseil de l'UE pour la justice et les affaires intérieures le 12 décembre.



À propos de l'auteur:

Mariya Mincheva

Rapporteur de l'avis "INT/1064—Le coût de la non-appartenance à l'espace Schengen pour le marché unique — les effets sur la Bulgarie et la Roumanie"

Membre du groupe des employeurs du CESE

Diplomatie bleue : donner les moyens d’agir aux jeunes, aux femmes et aux communautés autochtones et locales

Dans le prolongement de l’avis du CESE sur la diplomatie bleue, il est évident que nous devons nous concentrer sur les jeunes, les femmes et les communautés autochtones et locales (y compris les migrants et les personnes porteuses d’un handicap), non seulement car ces groupes de la population comptent parmi les plus vulnérables au stress hydrique, mais aussi parce qu’ils pourraient apporter une réelle contribution à la diplomatie bleue.

Tout en nous félicitant de la nomination d’une commissaire européenne à l’environnement, à la résilience en matière d’eau et à l’économie circulaire compétitive, nous invitons l’Union à accorder toute l’attention voulue à ces groupes dans le cadre de sa coopération internationale, et suggérons de mettre en place un programme phare de partenariat afin d’examiner comment leur donner les moyens d’agir.

À cette fin, un meilleur accès aux services d’approvisionnement en eau, d’assainissement et d’hygiène (services «WASH») est essentiel, car il libère du temps pouvant être consacré à l’éducation et à la formation, et ouvre des perspectives d’emploi plus diversifiées et des possibilités de contribuer à la gestion de l’eau et aux politiques en la matière. Les nouvelles technologies, associées aux connaissances autochtones, à un financement adéquat et à des campagnes d’information sur le thème de l’eau, sont nécessaires pour favoriser l’autonomie.

Dans ce contexte, l’autonomisation des jeunes est fondamentale, mais elle nécessite des perspectives d’avenir positives sur le plan de l’éducation et de l’emploi. Outre les compétences liées à l’eau, les jeunes devraient également acquérir des compétences civiques et entrepreneuriales, de manière à pouvoir contribuer — en tant que moteurs actuels du changement et futurs décideurs — à la gestion de l’eau et à l’élaboration des politiques. Dans certaines communautés, comme les communautés autochtones, les jeunes se voient attribuer des fonctions dirigeantes, et des enseignements peuvent être tirés de leur expérience.

L’émancipation des femmes revêt une importance tout aussi cruciale. Des services «WASH» adéquats sont essentiels en la matière, étant donné que, dans la plupart des zones fortement soumises à un stress hydrique, ce sont elles, ainsi que les jeunes filles, qui sont chargées de trouver des solutions au détriment de leur éducation, de leurs perspectives d’emploi et de leur développement personnel. Pour que l’entrepreneuriat féminin soit possible, il est nécessaire de garantir l’égalité d’accès aux infrastructures, à la terre et au financement, et de mettre en place des conditions d’activité exemptes de corruption. Les femmes devraient également être soutenues pour pouvoir accéder à des postes de premier plan en politique et dans les entreprises contribuant à la gestion de l’eau et à la diplomatie bleue.

En outre, il convient de créer des plateformes pour permettre un dialogue concret et constructif entre les groupes autochtones et les gouvernements, ainsi que de prévoir une participation systématique et plus proactive des peuples autochtones aux processus de coopération internationale.



Cependant, ces initiatives ne sauraient être menées à bien sans recourir aux technologies bleues et numériques, qui sont primordiales pour améliorer la gestion de l’eau et l’accès à l’eau propre et à l’assainissement. En raison de la nature critique des systèmes énergétiques, numériques et d’approvisionnement en eau, et des interconnexions entre ceux-ci, les infrastructures doivent être développées dans leur intégralité. La protection des sources, la préservation des zones humides et la prévention et le contrôle de la pollution et de la biocontamination sont indispensables pour une gestion durable de l’eau. De nombreuses communautés autochtones continuent de suivre de solides règles éthiques en matière de gestion de l’eau et leur engagement est déterminant pour relever les défis croissants dans ce domaine.

Pour concrétiser tous ces objectifs, des partenariats constructifs ainsi que des financements, tant au niveau de l’Union qu’à l’échelon national, s’imposent afin d’assurer le développement des infrastructures et le renforcement des capacités. Il est important d’échanger les bonnes pratiques et d’inciter les programmes des donateurs à rester actifs dans le secteur de l’eau et à ne pas négliger les rivières, les lacs et les autres écosystèmes de zones humides. Il est également nécessaire de cartographier et de contrôler l’utilisation des fonds pour en garantir l’efficacité. Les efforts que nous avons déployés pour faire valoir la nécessité d’accroître la résilience dans le domaine de l’eau ont reçu un fort soutien de la part des citoyens : selon une récente enquête Eurobaromètre, 78 % des Européens estiment que l’Union devrait adopter des mesures plus fermes pour résoudre les problèmes liés à l’eau. Ces chiffres montrent que nous sommes sur la bonne voie. Nous devons maintenant intensifier nos travaux, coopérer plus étroitement et mettre à profit la dynamique ainsi engagée. J’ai la ferme conviction que nous y parviendrons.



À propos de l’auteur:

Milena Angelova

Rapporteur de l’avis “REX/585— Les politiques de l’eau: mettre les jeunes, les femmes et les communautés indigènes et locales en capacité d’agir”
Membre du groupe des employeurs du CESE

Assemblée des PME 2024 : façonner l'avenir de l'Europe

Une délégation forte du groupe des employeurs a participé à l'assemblée des PME, l'événement phare annuel consacré aux petites et moyennes entreprises, du 18 au 20 novembre, à Budapest. L'assemblée a réuni les principaux décideurs politiques européens et nationaux, entrepreneurs et représentants des entreprises, mettant en lumière le rôle des PME dans l'amélioration de la compétitivité de notre économie.

Dirigée par Stefano Mallia, président du groupe, notre délégation a participé activement aux ateliers politiques et aux séances de travail consacrés aux multiples défis auxquels les PME sont confrontées. Le programme couvrait un large éventail de sujets, notamment l'amélioration de la réglementation, l'accès au financement et le commerce international.

S'exprimant au sein de différentes tables rondes, nos membres ont présenté leurs points de vue sur des sujets pertinents tels que la voie à suivre après le règlement sur l'IA, les outils pour une meilleure réglementation et l'examen de la compétitivité et des performances des PME. Notre délégation a souligné que, pour faciliter la transition écologique et numérique, les PME ont besoin de temps et de soutien pour mettre en œuvre les règlements existants, et qu'elles devraient être protégées contre la charge cumulée de la grande quantité de législation adoptée ces dernières années.

Lors de la réunion du réseau des représentants des PME, notre président Stefano Mallia a souligné que les institutions européennes et nationales devaient donner la priorité à la simplification de la législation et à la réduction des obligations de déclaration pour les PME. Elles doivent appliquer pleinement le contrôle de la compétitivité dans les processus d'élaboration des politiques et agir de manière plus résolue pour résoudre la fragmentation du marché unique sur la base des recommandations des rapports Letta et Draghi.

Le président Stefano Mallia a également souligné que l'économie de l'UE risquait d'être enfermée dans le «piège des technologies classiques», où les programmes politiques actuels ne ciblent pas suffisamment les industries présentant un plus grand potentiel d'innovation, et que le nombre d'innovateurs de premier plan en Europe diminue considérablement par rapport aux États-Unis. À cet égard, il convient d'encourager une concurrence saine et l'excellence plutôt que des politiques protectionnistes et une course aux subventions.

En marge de l'assemblée des PME, notre président a tenu une réunion bilatérale très constructive avec Hubert Gambus, directeur général adjoint de la



DG GROW de la Commission européenne, pour discuter de l'engagement commun à soutenir le programme de compétitivité de l'UE et des prochaines étapes pour mettre en pratique les recommandations des rapports Letta et Draghi.

L'assemblée des PME a également été l'occasion de célébrer le succès de nombreuses initiatives entrepreneuriales grâce aux prix européens de la promotion de l'esprit d'entreprise. Parmi les catégories de prix figuraient la promotion de l'esprit d'entreprise, le soutien à la transition numérique et durable, l'amélioration de l'environnement des entreprises et le soutien à l'internationalisation des entreprises. Consultez toutes les initiatives sélectionnées dans le blog consacré à l'événement.

Éditrice

Daniela Vincenti | daniela.vincenti@eesc.europa.eu
Samantha Falciatori | samantha.falciatori@eesc.europa.eu

Photos : Shutterstock/Union européenne

LE CESE N'EST PAS RESPONSABLE DU CONTENU DES SITES INTERNET EXTERNES

Contact

Comité économique et social européen, 99 Rue Belliard, 1040 Bruxelles
Tel. +32 (0) 2 546 82 07 | Fax: +32 (0) 2 2 546 97 54
gr1@eesc.europa.eu • www.eesc.europa.eu/employers-group

© Union européenne, 2024

Toute utilisation ou reproduction de chacune des photographies ou illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.